



GEF/A.2/3  
31 juillet 2002

---

Deuxième Assemblée du FEM  
Beijing (Chine)  
16-18 octobre 2002

Point 4 de l'ordre du jour

## **MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR**

1. Lors de sa première réunion, l'Assemblée a adopté le *Règlement intérieur de l'Assemblée du FEM*. Le paragraphe 5 de ce règlement dispose que les représentants des Agents d'exécution, de l'Administrateur, du STAP, des Conventions, des ONG et d'autres organisations sont invités aux réunions de l'Assemblée.

2. Depuis la première Assemblée, plusieurs organisations ont intensifié leur collaboration avec le FEM, et notamment les organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi. Au vu de cela, le Conseil a recommandé, lors de sa réunion de mai 2002, que le paragraphe 5 du *Règlement intérieur de l'Assemblée du FEM* soit modifié de manière à prendre en compte cette évolution et à donner au Directeur général la latitude d'inviter, avec l'accord du Conseil, d'autres représentants aux séances de l'Assemblée.

3. Plus précisément, il est recommandé que le paragraphe 5 soit modifié de la façon suivante :

« 5. Les représentants des entités suivantes sont invités aux réunions de l'Assemblée :

- a) les Agents d'exécution,
- b) les organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi,
- c) l'Administrateur,
- d) le STAP,
- e) la Convention sur la diversité biologique,
- f) la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,
- g) la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants,
- h) la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification,
- i) le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et le Fonds multilatéral dudit Protocole,
- j) la Commission du développement durable des Nations Unies,
- k) les institutions spécialisées des Nations Unies qui ont participé à des projets du FEM,
- l) les autres organisations de financement, y compris les agences bilatérales de développement, qui ont participé à des projets du FEM, et
- m) les ONG accréditées, y compris les représentants des principaux groupes décrits dans la Partie III d'Action 21.

Le Directeur général peut, après avoir consulté le Conseil, inviter les représentants d'autres organisations ou entités à assister aux réunions de l'Assemblée en tant qu'observateurs. »

4. L'Assemblée est invitée à approuver le texte modifié du paragraphe 5 de son Règlement intérieur.